



FONCIER : 600 000 HA ATTRIBUÉS À DES INVESTISSEURS PRIVÉS, HOMMES POLITIQUES ET MARABOUTS

De 2000 à 2012, entre 450 000 et 600 000 hectares de terres attribués à des investisseurs privés (nationaux ou étrangers), dignitaires, hommes politiques ou marabouts, soit 30 à 43% des réserves foncières du Sénégal ont mis le feu dans plusieurs communautés rurales du pays... **LIRE PAGE 4**



→ SYSTÈME D'INFORMATION AGRICOLE
Le projet RAILS Sénégal sur les rails □ 5



→ MME SENGHOR KADY TOURÉ,
PROMOTRICE PAIN DE FONIO
A Afroeats ça sent le pain de fonio □ 8



→ POLITIQUES ALIMENTAIRES
L'IFPRI, un outil d'aide à la décision □ 3



→ PRODUCTIVITÉ AGRICOLE

30 milliards de F cfa pour la 2^{ème} phase du PPAAO/WAAPP au Sénégal □ 5



SIALO
Du 15 au 19 août 2013 à Lomé (Togo)

Contact: CETEF "TOGO 2000"
Tel: (00228) 22 30 27 27
Site web: www.sialo.org

Salon International de l'Agroalimentaire de Lomé
Lome International Agribusiness Show
Participez à la 2^{ème} Edition du Sialo

Exposition - Ventes, Journée B to B - Conférences - Ateliers de formations

COOPÉRATION : La Wallonie séduite des potentialités du Sénégal

(Jade/Syfia) - "Je découvre un pays plein d'opportunités que je n'ai pas vu ailleurs en Afrique de l'Ouest francophone, avec aussi la volonté des gens de faire bouger les choses. Je reviendrai car j'ai eu de bons contacts."

Bernard Stevenot directeur de l'entreprise belge SPACE BEL s'exprimait à l'issue de la mission économique belge au Sénégal (12-17 mai), organisée en collaboration avec le Bureau de mise à niveau des entreprises du ministère du Commerce et d'Industrie, de l'Agence de Promotion des investissements et des exportations (APIX) et du Secrétariat permanent de la Stratégie de croissance accélérée (Sca). Son objectif : approfondir des partenariats déjà existants au Sénégal ou développer de nouvelles opportunités d'affaires dans le pays. Rencontré à la résidence du représentant de la délégation Wallonie-Bruxelles à Dakar, M Stevenot a livré une impression partagée par bon nombre de chefs d'entreprises belges membres de la délégation. "Nous sommes prêts à apporter nos expertises aux PME sénégalaises", souligne de son côté Jacques De Kegel, délégué spécial du Conseil d'administration de l'Ong belge Change Expertise. Les principaux centres d'intérêt et activités des entreprises wallonnes en mission au Sénégal portent sur les secteurs des énergies renouvelables et de l'environnement, de traitement et de réutilisation des eaux usées, des systèmes d'informations géographiques (production et traitement des données), génie civil, BTP, etc. Côtés entrepreneurs sénégalais, on se réjouit des contacts sur l'énergie, la gestion de la sécurité alimentaire, la gestion des risques pour mieux faire face aux inondations, etc. Concernant ces programmes, le patron de l'entreprise sénégalaise Manobi Daniel Annerose réagit : "L'expérience de la gestion des risques nous intéresse. Elle est complémentaire à nos activités. Sur la sécurité alimentaire par exemple, on pourrait démarrer en février 2014. Nous allons fournir aux paysans dans les collectivités locales des données pour le suivi des stocks de céréales et agir en prévision d'une éventuelle pénurie". Selon Philippe Vandenberg, journaliste belge accompagnant ces entrepreneurs, la mission économique est organisée avec l'appui de l'Agence wallonne à l'exportation (AWEX) et de la Délégation Wallonie-Bruxelles à Dakar. Elle est composée de 12 entreprises qui ont visité le Sénégal avec notamment des rencontres à Saint-Louis et à Dakar. Celle-ci assure depuis 25 ans au Sénégal un rôle de partenariat et de proximité avec le gouvernement ainsi qu'avec une grande diversité d'opérateurs au Sénégal : collectivités locales, centres de recherche, universités, centres de formation, entreprises, ONG, etc. Des relations assurées dans un esprit de coopération et d'entraide mutuelle.

MILLE JARDINS SLOW FOOD EN AFRIQUE : Le Maroc accueille les coordinateurs

(Jade/Syfia) - La délégation sénégalaise du projet "Mille jardins en Afrique" a effectué début juin à Dakar la restitution de son séjour au Maroc où elle était conviée pour échanger sur les tenants et aboutissants de ce projet de Slow Food International.

Conduite par Philippe Zinga son coordinateur et madame Lucie Ndecky, la délégation sénégalaise a séjourné au Maroc du 12 au 17 avril dernier. La rencontre de Maroc qui a regroupé plus d'une dizaine de pays a été une occasion pour tous les responsables de projet "mille Jardins", d'échanger leurs expériences, d'informations, de pratiques et de méthodes de travail. "Nous avons beaucoup appris des autres coordinateurs. Nous avons été formés sur d'autres formes de pratiques comme la conservation des produits, l'éducation sensorielle, la réalisation de jardins potagers, etc.", a expliqué Philippe Zinga. Pour ce dernier, ses collègues de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb ont également évoqué les difficultés liées à l'exécution de leurs missions. Le coordinateur du Sénégal a fustigé le manque de volonté de certains acteurs de ce projet, le manque de moyens, etc. Toutefois, souligne Philip, les coordinateurs des projets sont à l'unanime disposés à valoriser le projet mille jardins dans leur pays respectif. Il a également salué les expériences qu'ils ont découvertes au Royaume chérifien comme les magasins solidaires et équitables, les techniques pour lutter contre l'érosion éolienne, entre autres.

Au cours de cette restitution, les participants ont déploré l'avancée timide du Projet Mille Jardins au Sénégal. Madame Awa Guèye du Convivium Ndar Guedji et marraine d'un jardin, s'interroge sur l'utilité de ce projet. "Ce projet m'inquiète. Personne ne sait qui fait quoi, on n'avance pas dans ce projet", se désolait-elle. Pareille pour madame Emilie Thiandoum du Convivium Siggil Mariama Africa food, elle invite le coordinateur à quantifier le projet mille jardins au Sénégal, d'échanger davantage pour permettre aux gens d'être au même niveau d'informations. "Dans ce projet, on ne recherche que de la satisfaction morale. Nous devons faire des échanges, faire un réseautage pour vulgariser les activités des conviviiums", suggère-t-elle. D'ailleurs, les participants à cette réunion ont pris l'engagement de se réunir tous les mois pour échanger sur leurs activités.

FINANCEMENT : Vingt milliards de F cfa de la BAD pour soutenir la production agricole dans trois régions

(APS) - Le gouvernement du Sénégal a signé début juin avec la Banque africaine de développement (BAD) un accord de prêt portant sur 20 milliards de F cfa, en vue de la construction de pistes de production agricole et la formation de 30 000 producteurs.

Ce financement doit permettre à l'Etat du Sénégal de construire des pistes de production agricole de 120 kilomètres dans les régions de Kaffrine (centre), Louga et Matam (nord), selon les deux partenaires. Il est aussi question de renforcer la sécurité alimentaire dans ces régions-là, en mettant en valeur 2.110 hectares. L'accord de prêt a été cosigné par le ministre sénégalais de l'Economie et des Finances, Amadou Kane et Leïla Mokaddem, la représentante-résidente au Sénégal de la BAD. Ils ont aussi cosigné un protocole d'accord de don relatif à un projet d'appui à la sécurité alimentaire, au profit des mêmes régions. «Il est attendu du projet la mise en valeur de 2.110 hectares, par la ma-

trise de l'eau, la réalisation de pistes rurales de 120 kilomètres, la formation et l'organisation de plus de 30 mille producteurs agricoles", a expliqué Mme Mokaddem, lors de la cérémonie de signature des accords de financement. Selon elle, ce programme «va toucher 39 000 personnes, dont 60 % de femmes» et générer 2.900 emplois directs chez les jeunes.

Le financement de la BAD devrait générer dans les régions bénéficiaires une production végétale de 22 000 tonnes et une production animale de 5 000 tonnes, a indiqué Leïla Mokaddem. Selon les projections de la BAD, chacune des exploitations des producteurs bénéficiaires devrait générer au moins trois millions de F cfa par an, a dit Mme Mokaddem. Les régions de Kaffrine, Louga et Matam sont considérées par la BAD comme étant vulnérables aux aléas climatiques et doivent, par conséquent, disposer de programmes de sécurité alimentaire soutenus. «Le projet va faciliter l'accès des petits producteurs, des femmes et de leurs organisations à des infrastructures agricoles et pastorales diversifiées, notamment en ce qui concerne la maîtrise de l'eau, le stockage des produits agricoles, etc», a souligné Mme Mokaddem. Selon Amadou Kane, 70 % des 20 milliards de F cfa sont en voie de décaissement. Les fonds «seront l'objet d'une bonne utilisation, dans le but d'atteindre les objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté rurale dans les trois régions», a-t-il souligné.

ISRA/Coraf/Wecard : Deux projets pour accroître la productivité des légumes-feuilles et lutter contre Ralstonia solanacearum

(Jade/Syfia) - Les Directeurs de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra) et du Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricole (Coraf/Wecard) ainsi que des responsables du Fara (Forum Africain pour la Recherche Agricole) ont souligné la nécessité d'unir leurs efforts dans la recherche pour accroître la productivité des légumes feuilles et lutter contre Ralstonia solanacearum, en vue de réduire la malnutrition et la pauvreté en Afrique.

Ces responsables s'exprimaient à l'occasion du lancement, mi mai à Dakar, de deux projets portant sur l'amélioration de la productivité, de la compétitivité et de la commercialisation des légumes feuilles traditionnels africains pour une amélioration durable des revenus et de la nutrition en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le second projet est la gestion intégrée de Ralstonia solanacearum dans le contexte de l'augmentation des risques phytosanitaires liés aux changements climatiques. "La solution est de nous mettre ensemble et de travailler ensemble pour améliorer ces projets", a souligné le Dr Macoumba Diouf directeur général de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra) s'adressant à ses pairs. "Nous devons penser régional. Mais pour réussir ces projets il faut la transparence et le souci de la complémentarité pour le bien de nos communautés", a dit pour sa part le Directeur Régional de l'AVRDC

Parlant de ces deux projets, le Directeur Exécutif du Coraf/Wecard, le Dr Harold Roy Macaurey, a affirmé que leur mise en œuvre sera facilitée par son institution qui en assurera la bonne coordination. S'agissant Ralstonia solanacearum, pathogène sur la tomate et la pomme de terre en Afrique de l'Ouest, le projet, a-t-il expliqué, permettra d'organiser une lutte intégrée contre la bactériose qui cause jusqu'à 80% de dégâts dans les cultures. Pour les légumes feuilles qui n'ont presque jamais reçu l'attention suffisante des chercheurs, il s'agit, a dit le Directeur Exécutif du Coraf/Wecard, de contribuer à la satisfaction des besoins nutritionnels et d'améliorer leur compétitivité.

HIVERNAGE : Ziguinchor a enregistré sa première pluie

(APS) - La commune de Ziguinchor (sud) a enregistré sa première pluie dans la nuit de vendredi à samedi, avec des précipitations évaluées à 1,5 millimètre, a appris l'APS auprès du Service régional de la météorologie.

Le Centre d'observation de l'aéroport de Ziguinchor n'a pas encore reçu le rapport sur les précipitations recueillies dans d'autres postes de la région. Il précise cependant que cette pluie annonce les prémices de l'hivernage, tout en relevant des incursions du Front intertropical (FIT) sur l'axe sud-est avec une forte humidité estimée à 80%. La présence des vents de l'est et du sud-est indique aussi que le FIT n'est pas loin, ajoute-t-il.

DÉCORTIQUEUSE DE FONIO :

Bientôt une unité de fabrication industrielle à Kolda

(Jade/Syfia) - Sanoussi Diakité, chercheur sénégalais en machinisme agricole et inventeur en 1993 de la machine à décortiquer le fonio, a annoncé l'implantation prochaine d'une unité de fabrication industrielle de la machine qui porte son nom à Kolda (Sud Sénégal).

M Diakité, directeur de l'Office national de la formation professionnelle (ONFP) du Sénégal, a fait cette révélation, mi mai à Dakar au cours d'une conférence de presse. C'était à l'occasion d'une cérémonie marquant l'obtention de son prix de l'innovation sociale pour l'Afrique (PIA) édition 2013. Prix remporté récemment en Afrique du Sud. "Nous allons monter une unité industrielle. Et Kolda est le meilleur endroit. L'étude de faisabilité a déjà été réalisée et nous comptons satisfaire les besoins du marché africain estimé à près de 3 000 machines", a dit aux journalistes l'inventeur de la décortiqueuse de fonio qui enseigne au Lycée technique M Delafosse où cette machine est encore fabriquée à petite échelle et diffusée dans certaines localités du Sud du Sénégal, mais aussi en Guinée et au Mali.

Pour Sanoussi Diakité, le coût des investissements pour cette unité fabrication industrielle s'élèverait à quelques 230 millions de Fcfa. Des centaines d'emplois (directs et indirect) seraient également créés chez les jeunes ruraux. A cette conférence de presse, on notait la présence d'un public nombreux composé du représentant du ministre de la Formation professionnelle, de membres de l'association des inventeurs du Sénégal, de l'Agence sénégalaise pour la propriété intellectuelle et l'innovation, ainsi que de parents, d'amis et de collègues. Selon M Diakité, l'impact de la décortiqueuse de fonio dans la filière, c'est de quelle est venue alléger les travaux des femmes qui mettaient deux heures pour décortiquer un kilo de cette fine céréale cultivée dans 16 pays d'Afrique et qui attire de plus en plus l'intérêt des Occidentaux, l'Amérique en particulier, pour son rôle dans la lutte contre le diabète. L'accroissement de la capacité de décortication (une tonne par semaine aujourd'hui chez Ucodal au Mali, contre une tonne par mois avant : Ndlr), a également boosté la production au Sénégal. On rappelle que Sanoussi Diakité a reçu jusqu'ici plusieurs distinctions. Il a été récompensé en 2008 du Tech Awards Clara University (Californie), au cœur de la Silicon Valley des Etats-Unis d'Amérique qui lui dote 50 mille dollars (environ 22,5 millions de francs CFA, le Prix du président de la République pour l'invention et l'innovation, en 1995, le Prix Rolex en Suisse à l'esprit d'entreprise, le Grand prix du Salon africain de l'invention et de l'innovation, en 1997.

AGRI INFOS

Hlm Grand-Yoff - Villa n° 1122

Bp : 17130 Dakar - Liberté - Tél/Fax : (221) 33 867 68 27

Email : madiensec@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Madieng SECK - TEL : 77 537 96 96

COMITÉ DE RÉDACTION : Madieng SECK - Ndèye SÈNE - Ababacar GUËYE - Cheikh MBAYE (stagiaire)

ADMINISTRATION : Ababacar GUËYE

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION ET INFOGRAPHIE : Cheikh TOURÉ (Tel : 77 605 30 72)

IMPRESSION : AMD GRAPHIC

DISTRIBUTION : ADP

NINEA : 00284430 CO

POLITIQUES ALIMENTAIRES

L'IFPRI, un outil d'aide à la décision pour les Gouvernements africains

(Jade/Syfia)- Le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER) Abdoulaye Baldé a souligné, mi mai à Dakar, la qualité des ressources humaines de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) en matière de formulation et d'évaluation d'impact des politiques agricoles.

M Baldé présidait l'atelier de l'IFPRI sur le thème : "Transformation économique en Afrique de l'Ouest,

quelle signification pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté". C'était en présence de ses collègues de Sierra Leone, du Ghana, de la RDC et du Directeur exécutif du CORAF/WECAARD. Il y avait aussi le président du Conseil d'Administration et un parterre de chercheurs africains et internationaux de l'IFPRI, ainsi que de ses partenaires, en l'occurrence l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (Isra) et la

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (Faseg) de l'Université Cheikh-Anta-Diop de Dakar.

Un Conseil présidentiel sur la sécurité alimentaire

Se félicitant de l'ouverture à Dakar d'un Bureau de l'IFPRI pour l'Afrique de l'Ouest, le ministre sénégalais de l'Agriculture a souligné que cela présente une opportunité de collaboration avec les centres de recherche nationaux et garantit la



mise à disposition d'outils d'aide à la décision pour les Gouvernements africains.

M Baldé a annoncé, à ce propos, la tenue d'un Conseil présidentiel sur la sécurité alimentaire et le développement de l'agriculture pour les cinq prochaines années au Sénégal avec "la collaboration de l'IFPRI qui sera, à coup sûr, sollicité pour l'élaboration de cette stratégie".

Revenant sur le thème de l'atelier, le ministre a souligné que la transformation économique passera par l'intensification de l'agriculture. Ce qui permettra une augmentation de la production qui pourrait assurer la sécurité alimentaire et réduire la faim, particulièrement dans les pays sahélo sahariens. Dans le même sillage, a-t-il dit, les revenus générés par les activités agricoles permettront de sortir la majorité des paysans de la pauvreté dans la mesure où l'agriculture constitue l'occupation principale de la population pauvre vivant généralement en milieu rural. Pour le ministre de l'Agriculture, ce processus de transformation économique sera parachevé par l'industrialisation des économies, notamment le développement de l'industrie agro-alimentaire et la mise en place d'une chaîne de valeur des produits agricoles. Mais pour réussir le pari de cette transformation structurelle des économies, les pays d'Afrique de l'Ouest devront accroître la productivité agricole en passant par un plus grand investissement dans l'agriculture et la recherche.

L'IFPRI doit faire des propositions aux États africains

Dans les panels, cet engagement de M Baldé a été partagé par ses collègues du Ghana, Sierra Leone et de la RDC. Dans ce dernier pays où plus de 70% des Congolais vivent en milieu rural, annonce le ministre de la RDC, "le Premier ministre a pris les choses en main. Un ancien expert de l'IFPRI est devenu un conseiller du ministre de l'Agriculture. On travaille maintenant sur le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA)."

Sur la question des subventions et "sa collision avec la réalité politique ?" Le Ghana y voit une rampe de lancement. Mais, dit le ministre ghanéen, l'IFPRI doit faire des propositions aux États africains afin qu'ils quittent ces subventions. Ce haut responsable de l'Agriculture propose le partenariat public-privé pour sortir des subventions et aller plus loin. Pour le ministre sénégalais Abdoulaye Baldé, le gouvernement a décidé de maintenir les subventions mais pour cette campagne agricole, a-t-il dit, on va les réorienter et sur les intrants et matériels agricoles. M Baldé a par ailleurs témoigné de la bonne coopération entre l'IFPRI et son pays. "l'IFPRI nous accompagne pour éclairer nos décisions dans l'élaboration et l'évaluation de nos politiques, donc IFPRI peut nous apporter beaucoup pour bien piloter le secteur.

ISRA/IFPRI

Une collaboration bénéfique, selon le Dr Macoumba Diouf

↳ PAR ABABACAR GUËYE



(Jade/Syfia) - La collaboration entre l'ISRA et l'IFPRI va nous permettre de mener des activités socio économiques, de diffuser des informations agricoles à travers différents supports et d'offrir d'expertises sous forme de services dans différents systèmes (semences, produits ligneux, élevage et autres), a expliqué le Dr Macoumba Diouf,

Le directeur général de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA) s'adressait à son collègue de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Shenggen Fan. C'était mi mai à Dakar, lors de la signature du protocole d'accord de collaboration entre ces deux structures. Une cérémonie à laquelle avaient pris part le directeur du bureau régional de l'Ifpri Afrique, le Dr Ousmane Badiane et celui du Bureau d'analyse macro-économique de l'Isra(Bame), Djibril Dia.

Au cours de cette cérémonie, le Dr Macoumba Diouf a rappelé l'étroite collaboration qui a toujours prévalu entre les deux structures. Aujourd'hui,

ils ne font que formaliser ce partenariat pour plus d'engagement, plus de suivi, plus d'évolution dans le temps. "Nous avons jugé nécessaire de formaliser cela afin de le renforcer. On sera ensemble sur des programmes à venir, sur la mobilisation des fonds. Nous aborderons aussi toutes les problématiques d'avenir aussi bien au niveau national, en Afrique et dans le monde. Ainsi, on aura une équipe conjointe ISRA-IFPRI qui va travailler de manière continue sur toutes les questions", souligne le Dg de l'Isra.

Il a toutefois rappelé que les questions alimentaires et la lutte contre la pauvreté constituent des problèmes transversaux pour tout le monde, surtout en Afrique où elles se posent avec acuité. Ces questions, a-t-il rappelé, ne peuvent pas être abordées si on n'en fait pas une bonne analyse. Celle-ci se fait à travers des études socio économiques et en politiques agricoles. A ce niveau, l'IFPRI l'institut a de l'expertise à revendre. C'est le cas aussi à l'Isra où le Bame s'occupe également de ces questions. C'est pourquoi, de-

puis un certain nombre d'années, le Bame travaille avec l'IFPRI dont 50% de son personnel est basé en Afrique. "Cela montre l'importance que l'IFPRI accorde à l'Afrique, aux problèmes cruciaux liés à la sécurité alimentaire et à la pauvreté. Depuis l'implantation de ce bureau en Afrique, cette équipe a rapproché davantage l'ISRA de l'IFPRI. Des programmes conjoints sont en cours", renchérit le Dr Diouf. En outre, cette collaboration va permettre d'augmenter la masse critique, c'est-à-dire l'effectif des chercheurs dans le domaine de l'économie rurale et des politiques agricoles. En effet soutient M. Diouf, l'Isra a un effectif mais ce personnel ne suffit pas pour aborder toutes les problématiques au niveau national. Avec le complément et le renforcement que constituera ce staff de l'IFPRI, "le gap pourra être comblé". Dans ce sillage, la relève pourrait être assurée avec les jeunes chercheurs qui vont collaborer avec les seniors de l'IFPRI et de l'ISRA pour compléter leurs formations dans les années à venir.

ABONNEMENT

Nom et Prénom
 Structure
 Adresse
 Tél : Fax : Mail :

Nombre d'exemplaires :
Abonnement de soutien : (30 000 F cfa ; 50 000 F cfa ou plus)

Pays	Tarifs
* Sénégal 1 an	- 10 000 F cfa pour 01 exemplaire - 20 000 F cfa pour 02 exemplaires
* Zone Uemoa 1 an	- 15 000 F cfa pour 01 exemplaire
* Europe 1 an	- 25 000 F cfa soit 40 €

Paiement par chèque à l'ordre de Jade/Syfia-Sénégal

Atelier de validation des résultats de l'étude sur le foncier au Sénégal

(Jade/Syfia)- "De 2000 à 2012, entre 450 000 et 600 000 hectares de terres ont été attribuées sans transparence à des investisseurs privés (nationaux ou étrangers), dignitaires, hommes politiques ou marabouts, soit 30 à 43% des réserves foncières du Sénégal"

↳ PAR MADIENG SECK

C'est ce qui ressort de la rencontre sur le foncier organisée, début mai à Dakar, par la Banque mondiale, en collaboration avec l'Initiative prospective agricole et rural (Ipar). Le thème était : "Atelier de validation technique des résultats de l'étude". De l'avis des participants à cet atelier de validation, si ces litiges fonciers ont revêtu une ampleur importante, c'est à cause du développement de l'entrepreneuriat agricole et du transfert massif de terres des paysans vers les investisseurs agricoles. De quoi mettre le feu dans plusieurs communautés rurales, comme ce fut le cas en octobre 2011 à Fanaye (département de Podor 480 km Nord Sénégal).

Création d'un cadastre rural

L'atelier, présidé par Me Doudou Ndoye, président de la Commission

nationale de réforme foncière, a formulé plusieurs recommandations parmi lesquelles : "la mise en place d'un comité pour veiller à l'appropriation du cadre d'analyse de la gouvernance foncière (Cagf/Lgaf) et d'assurer le suivi, la transmission du document final de l'atelier à la Commission nationale de réforme foncière, la création d'un observatoire sur la gouvernance foncière et d'un cadastre rural..." Les panélistes ont aussi souligné la nécessité de rapprocher la justice du justiciable; de faire un état des lieux du disponible foncier par collectivité locale. Ils ont également demandé à l'Etat de mener des campagnes de vulgarisation de la législation et de la réglementation foncières dans chacune des collectivités locales; et réaliser l'audit des transactions foncières de ces dix dernières années. Revenant sur le rôle de

l'Etat, ils ont souligné que celui-ci doit : "définir des règles de jeu claires, transparentes et équitables". Ce qui, disent-ils, nécessite le renforcement des capacités des élus locaux, afin qu'ils soient mieux outillés pour évaluer les projets d'investissement agricole.

L'atelier a aussi reconnu que le Sénégal n'a pas encore élaboré une politique foncière cohérente qui intègre les grandes thématiques abordées par le Cagf/Lgaf. (lire encadré) C'est ainsi que, faisant l'historique du droit foncier au Sénégal, Me Doudou Ndoye a souligné qu'au 19^{ème} siècle, il n'existait pas de lois et règlements sur le foncier au Sénégal. "C'était un arrêté du Gouverneur des Colonies qui délimitaient les terres. En 1906, il y avait la propriété foncière privée qui relevait du droit privé. Ces textes s'appliquaient à tous les Sénégalais. Cela s'est passé comme ça jusqu'en 1964 avec l'adoption de la loi sur le domaine national..." a expliqué avec brio Me Ndoye devant une foule attentive d'experts, d'élus locaux, de magistrats et des membres de la société civile dont



notamment le CNCR, le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux du Sénégal.

Le Cncr intègre la Commission nationale foncière

Parlant à ce propos du Cncr, le Président de la Commission nationale de réforme foncière a expliqué que ce mouvement paysan va être intégré dans les sections. "Les Organisations paysannes avaient dénoncé leur exclusion de la Commission nationale, cette injustice est désormais corrigée", souligne Me Doudou Ndoye. Puis d'ajouter : "le Cncr a accepté d'intégrer la Commission..."

Pour Me Ndoye, le monde paysan est maintenant bien représenté. Parce que, dit-il, "si le monde paysan est composé de tous ceux qui vivent dans la campagne (près de 70% de la population du Sénégal : Ndlr), le monde sénégalais dans son intégralité est représenté dans la commission". Le Président a ainsi invité ses compatriotes au travail et a demandé à ceux qui ont fait des recherches sur les questions foncières de lui envoyer les résultats pour que la commission puisse prendre les "meilleures décisions". Me Ndoye rappelle le rôle de la Commission nationale foncière qui a 10 présidents de section avec pour but de vérifier et contrôler l'occupation de tout le domaine de l'Etat. Dans le monde rural, elle est chargée de veiller à des actions paisibles et durables entre les investisseurs privés et les populations rurales aujourd'hui au cœur de toute l'administration foncière.

Prenant la parole, Nadjirou Sall, Secrétaire général-adjoint du Cncr, par ailleurs chef de village de Donaye (Département de Podor 480 km Nord Sénégal) et Secrétaire Gé-

néral de la Fongs-Action paysanne a tenu à apporter quelques éclaircissements sur la tenue de cet atelier. Avec humour, ce paysan, riche d'une bonne expérience de savoir-faire local taquine la salle en ces termes : "Je suis expert en rien !". Puis il révèle sa version sur la tenue de l'atelier "J'ai été contacté en juin 2012 par la Banque mondiale en tant que coordonnateur national du processus pour la mise en œuvre du CAGF. C'est pour réfléchir sur un outil de diagnostic et d'analyse élaboré par l'Institution financière dans le cadre d'un partenariat avec la Fao, l'Onu-Habitat, le Fida, l'Ifpri, l'Union Africaine et des agences de développement. Le Cncr a réfléchi et mis quelque chose sur la table de concertation. La Commission nationale de réforme foncière est née en décembre 2012, donc nous on est arrivé bien avant..." rappelle Nadjirou Sall. Au cours des débats, l'accès des femmes au foncier a été soulevé. Quant à Samba Kanté président de la Communauté rurale de Ngeur Malal (région de Louga) et El H Thierno Cissé, agent d'appui technique au Cncr, ils ont posé le problème de l'accès des jeunes à la terre dont le règlement pourrait être un élément dans la lutte contre le chômage. M Baldé, le représentant de la Banque mondiale s'est félicité du travail des experts de l'Ipar "Un travail sur la recherche foncière qui a été bien fouillé", rappelle-t-il, ajoutant que l'outil CAGF qui est appliqué dans 32 pays est utile. Les panélistes ont proposé d'instituer une plus grande transparence dans la gestion du foncier et demander qu'on dote aux communautés rurales d'instruments efficaces pour la tenue foncière...et enfin rapprocher la justice du justiciable

TROIS QUESTIONS À...

...NADJIROU SALL,

COORDONNATEUR NATIONAL DU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DU CADRE D'ANALYSE DE LA GOUVERNANCE FONCIÈRE (CAGF)



«Accaparement des terres, il faut qu'on arrête et que cela cesse !»

Chef du village de Donaye, dans le département de Podor (480 km Nord Sénégal), Nadjirou Sall est depuis plus de 10 ans Secrétaire Général de la Fongs-Action paysanne. Il est également le Secrétaire Général adjoint du Conseil national de concertation des ruraux (Cncr). Cet "expert en rien" est riche de son savoir-faire local, surtout en matière de gestion des terroirs et de management paysan. Agri Infos l'a rencontré.

Agri Infos : A l'atelier de la Banque mondiale à Dakar sur la validation technique des résultats de l'étude sur le foncier, le Président de la commission nationale de la réforme foncière a reconnu la représentativité du Cncr dans le monde paysan sénégalais et vous a intégré au sein de cette instance. Quel commentaire faites-vous de cette tardive reconnaissance ?

Nadjirou Sall "C'est tout à fait normal que Me Doudou Ndoye, Président de la commission nationale de la réforme foncière reconnaisse et intègre le Cncr qui n'est pas vide sur la question. Deux grandes raisons à cela. D'abord il y a l'enjeu national et qu'il faut gérer la paix dans ce pays par la création de mécanismes de concertation sur le foncier. Ensuite, il faut dire que, de 2004 jusqu'à nos jours, le Cncr a réfléchi sur la question et a fait ce qu'on appelle les 12 propositions paysannes sur le foncier élaborées avec l'appui de l'Initiative prospective agricole et rural (Ipar). Parmi celles-ci figurent notamment l'idée de reconnaître un droit foncier à tous les titulaires actuels d'un droit d'usage, de créer les conditions d'une transmissibilité et d'une cessibilité encadrée de la terre. Le Cncr a aussi proposé d'élaborer

une législation foncière pastorale et la mise en place d'un cadastre rural"

Le Fouta, terre de vos ancêtres est aussi votre terre mère (terra madre). Vous appartient-il encore aujourd'hui ?

"Je reste sur ce que dit la loi. Il n'y a plus d'appartenance de terre des ancêtres. Mais il y a un droit d'usage. Ce qui est juste, c'est le droit. Parce que la loi de 1964 sur le domaine national ne reconnaît plus le droit coutumier..."

Que dites vous à vos compatriotes pour mettre fin à l'accaparement des terres agricoles au Sénégal ?

"Je n'aime pas ce terme accaparement des terres, mais il faut qu'on arrête ça, jusqu'à ce qu'on arrive à un moratoire qui retient par exemple que dans un futur proche, d'ici deux à trois ans (hésitation !), on arrêtera les affectations de terres à grande échelle au Sénégal..."

PROPOS RECUEILLIS PAR MADIENG SECK

Gestion des terres : La Goana foncièrement opaque

(Jade/Syfia) La Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) a été élaboré en 2008 par le Président Wade. Ses nombreux litiges fonciers ont été pointés du doigt par les participants à l'atelier de la Banque mondiale. Pour eux ces litiges fonciers, appelés autrement accaparement des terres, ont revêtu une ampleur importante. Les participants ont rappelé que cette année là, une circulaire de Président Wade avait demandé à chaque communauté rurale de "mettre une superficie de 1 000 hectares à la disposition de ce programme". Pour les panélistes, ces acquisitions de terres sont "le fait des responsables de l'administration centrale, de dirigeants politiques et de dignitaires religieux". Elles se concentrent dans les régions qui présentent des potentialités agro-physiques élevées (vallée du fleuve Sénégal, Sénégal oriental, bassin de l'Anambé et zone des Niayes). Les superficies concernées varient de quelques centaines à plusieurs milliers (voire dizaines de milliers) d'hectares. Que sont-elles devenues ?

Cadre d'analyse de la Gouvernance foncière (CAGF/LGAF)

Le CAGF/LGAF au Sénégal est un outil élaboré en 2011 par la Banque mondiale dans le cadre d'un partenariat avec la FAO, l'ONU-Habitat, le FIDA, l'IFPRI, l'Union africaine et des Agences de développement bilatérales. Le CAGF est un outil de diagnostic et d'analyse qui permet d'évaluer le statut de la gouvernance foncière d'un pays et les politiques et les pratiques foncières. L'outil, qui est appliqué dans 32 pays, s'appuie de manière systématique sur le savoir-faire local et sur des données existantes, plutôt que sur une expertise étrangère au pays. Il s'agit d'un processus participatif qui a démarré au Sénégal en octobre 2012 et qui se poursuivra jusqu'en juin 2013, avec l'organisation de l'atelier de restitution des résultats aux décideurs politiques. L'exigence d'une réforme foncière est régulièrement réaffirmée depuis près de deux décennies, mais le processus tarde à se concrétiser à cause de divergences de fonds entre les différents groupes d'acteurs sur les finalités, les enjeux et les modalités de conduite de cette réforme. Le CAGF concentre les analyses autour de 21 indicateurs de gouvernances foncières (IGF) regroupés en cinq modules ou thématiques qui sont : la tenure foncière ou le caractère juridique et institutionnel, la planification de l'utilisation du sol, la gestion des terres et la fiscalité foncière, l'accès public aux informations foncières et la résolution des litiges et la gestion des conflits.

PRODUCTIVITÉ AGRICOLE

30 milliards de F cfa pour la 2^{ème} phase du PPAAO au Sénégal

↳ PAR MADIENG SECK

Le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER) Abdoulaye Baldé, s'est félicité, des résultats "de haute portée" du Programme de Productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP) et qui seront consolidés durant la deuxième phase pour un financement de 60 millions de dollars, soit 30 milliards F cfa pour le Sénégal sur une période de cinq ans.

M Baldé s'exprimait, fin mai à Dakar, au lancement de la deuxième phase du projet, en présence du représentant de la Directrice des Opérations du Groupe de la Banque Mondiale, de la représentante du Directeur Exécutif du Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles (Coraf/Wecard), le Dr Mbène Dièye Faye, et du coordonnateur du PPAAO/WAAPP2 au Sénégal Oumar Sène. "La première phase, d'un montant de quinze millions (15 000 000) de dollars américains, a atteint l'ensemble des objectifs de développement et enregistré un taux de décaissement de 98 % à sa clôture le 31 décembre 2012", a indiqué M Baldé.

De son côté, le Dr Mbène Dièye Faye, la représentante du Coraf/Wecard, s'est aussi félicité des bons résultats. "Le Sénégal a brillamment réussi la première phase du PPAAO/WAAPP et c'est pourquoi aujourd'hui il bénéficie d'une importante enveloppe pour la deuxième phase du projet", a-t-elle tenu à rappeler. De même, la représentante de la Banque mondiale a confirmé la bonne note du Sénégal, avant de s'appesantir sur la coopération entre chercheurs africains de la sous région (lire papier Rails ci-contre) et la diversité variétale.

Dans le domaine des semences ces résultats, a encore souligné le ministre de l'Agriculture, ont permis au projet, en cinq ans, d'homologuer 16 variétés de riz, 8 variétés de maïs et 6 variétés de sésame. De même, des variétés de mil, de sorgho et de maïs ont été produites par l'Institut sénégalais de recherches agricole (ISRA). Egalement, quatre variétés de sorghos adaptées aux différentes zones agro-écologiques du pays et ayant des qualités de graines appropriées à la consommation humaine et animale ont été mises au point.

Concernant l'arachide, quatre variétés ont été transmises à l'Organisation africaine de la propriété Intellectuelle (OAPI) pour le certificat d'obtention végétale. "Certaines de ces variétés font l'objet de tests au Ghana et en Côte d'Ivoire. Les semences pré-bases de ces variétés sont déjà disponibles pour la multiplication et la diffusion aux niveaux national et ré-



gional", a affirmé M Baldé tout en rappelant l'autre objectif majeur du PPAAO/WAAPP qui est l'intégration régionale comme instrument de promotion d'une croissance partagée et de réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest. C'est dans ce

sens d'ailleurs, qu'en matière de résultats de recherche et d'innovation, la diffusion de technologies a porté sur : le vinaigre de mangue, la machine à décortiquer le fonio ; l'incorporation des céréales locales dans la fabrication du pain, etc.

WAAPP 2 : La productivité au profit de tous !

La deuxième phase du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP2) est initiée par la CEDEAO avec l'appui financier de la Banque mondiale. Le Coraf/Wecard est le bras technique de ce projet qui a pour objectifs : d'améliorer la production et la productivité agricole, d'améliorer la base productive, de renforcer les capacités d'intervention des institutions nationales de recherches agricoles et agro-alimentaires, de développement agricole et rural (ISRA, ITA, ANCAR, DPV et DISEM) ; le développement des ressources humaines des institutions de recherche agricole et agro-alimentaire et de la vulgarisation. Le PPAAO/WAAPP2 vise aussi à l'établissement de liens étroits entre chercheurs africains, producteurs, transformateurs et commerçants pour le renforcement des chaînes de valeur dans les différentes filières. Pour Oumar Sène son coordonnateur au Sénégal, l'entrée en vigueur du projet WAAPP2 a lieu le 30 décembre 2012 et sa clôture est fixée au 31 décembre 2017.

L'objectif général du PPAAO/WAAPP est de contribuer, de façon durable, à l'accroissement de la productivité agricole des filières prioritaires nationales et régionales susceptibles d'accroître la croissance à 6%. Pour le Sénégal ces filières sont : les céréales sèches (mil, maïs, sorgho et fonio), les filières lait et viande, les filières horticoles (oignon, mangue et tomate).

La finalité du WAAPP2 à la fin des dix années du projet est d'arriver à une augmentation de 25% de la productivité. Les principaux bénéficiaires du WAAPP2 sont : les producteurs, les agro industriels et les acteurs de l'agro-alimentaire, les chercheurs, les projets et services techniques des agences de vulgarisation, les universités et même les consommateurs. A ce jour, 13 des 15 pays membres de la CEDEAO sont dans le Programme. Le montage institutionnel reste identique à la première phase.

MS

RECHERCHE AGRICOLE : Le projet Rails Sénégal sur les rails



(Jade/Syfia)-Une dizaine de documentalistes de centres nationaux de recherche agricole et agro alimentaire ainsi que des journalistes ont pris l'engagement, fin mai à Dakar, de remettre sur les rails la plate forme sénégalaise du Système régional d'information et d'apprentissage agricoles (Rails en anglais) en panne depuis 2009.

Ils ont fait l'annonce à l'issue d'une session de formation de deux jours (du 29 au 30 mai) organisée par l'Unité d'information et de valorisation (Unival) de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra), en collaboration avec le Conseil Ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricole (Coraf/Wecard) et le Forum africain pour la recherche agricole (Fara)

Le Sénégal en retard

A l'ouverture de l'atelier, le directeur scientifique de l'Isra, le Dr Alioune Fall avait souligné l'importance de l'in-

formation et de la communication, rappelant que le système Rails, qui est un projet régional, s'appuie sur les Tics qui permettent de bien communiquer. "Qui détient l'info, détient le Pouvoir..."; a rappelé Dr Fall.

Parlant du projet Rails au niveau du Sénégal, il a souligné sa léthargie et sa non performance, en dépit même du soutien financier de la Bad, la Banque africaine de développement. "La Bad finance le Rails, mais on est un peu en retard. On va faire en sorte que la dynamique s'enclenche. Il n'y a pas de raison que cela ne marche pas au Sénégal..."; déclare devant l'assis-

tance le directeur scientifique de l'Isra, l'Institut qui en est le point focal du projet au Sénégal.

Pour le coordonnateur du Rails au Coraf/Wecard, Gorgui Alioune Mbow, il a insisté sur la mise à jour du site eRails Sénégal. "Si le Rails Sénégal marche, a-t-il dit, c'est le Rails Coraf qui marche". Pour sa part, le Dr Massamba Cissé, directeur de l'Unival et coordonnateur de ce projet, rappelle que le Rails émane du projet de Promotion de la science et de la recherche technologique pour le développement en Afrique (Pstad). Son objectif, dit-t-il, c'est d'améliorer l'accès à l'information et la capacité des acteurs africains à contribuer au partage du savoir agricole. Le projet permet aussi de construire une plateforme africaine des systèmes d'information et

d'apprentissage agricoles à travers des échanges aux niveaux national, sous régional, continental et mondial, a-t-il encore souligné.

Au cours de cette formation les participants, appelés "facilitateurs nationaux du Rails", ont appris et compris les méandres de la création d'un site Web (création d'un menu et sous-menu, téléchargement d'une image, d'un document, etc.) Auprès du Dr Cissé, les participants, chacun pour sa structure, ont ouvert (en moins d'une demi-heure) des comptes auprès de la plateforme eRails. Des sites hébergés par eRails Sénégal (www.rails.net) et qui ont commencé à publier sur les résultats de la recherche agricole et les innovations technologiques. C'est ainsi que le site de l'Institut de technologie alimentaire de Dakar (Ita) nouvellement créé par madame Anta Diallo a été reconnu

meilleur du groupe de facilitateurs avec ses contenus sur le vinaigre de mangue, la transformation de fruits locaux, le pain de mil, etc.

Durant ces deux jours les participants avaient beaucoup échangé sur l'évolution et l'environnement des Tics (eRails, facebook, twitter, Dgroup, etc.), ainsi que sur le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP) qui n'est rien d'autre que la mise en synergie des actions et politiques agricoles de 13 pays de la sous région.

Cette formation sur le eRails Sénégal, rappelle-t-on, a été supervisée par Gorgui Alioune Mbow, responsable des services informatique et technologie du Coraf/Wecard, en étroite collaboration avec le patron de l'Unival, coordonnateur du Rails Sénégal, le Dr Massamba Cissé.

M. SECK

ILS ONT DIT... ILS ONT DIT... ILS ONT DIT...

Rosalie Diouf, Documentaliste ISRA-CNRA / Bambey

"Un atelier instructif qui nous aidera à mieux rendre visible les informations collectées au niveau de nos structures respectives... et de mieux collaborer entre collègues"

Abdoul Aziz Hanne, Ecole nationale supérieure d'Agriculture de Thiès (ENSA)

"Cet atelier est utile en ce sens qu'il nous offre la possibilité de valoriser les résultats de la recherche au niveau de nos institutions respectives. La pérennisation du Rails devra être un défi pour les acteurs mais surtout pour les autorités qui, à travers les Tic, pourront accélérer l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le Développement (Omd)"

Ablaye Dia, Agence nationale de Conseil agricole et rural (ANCAR)

"La formation est pertinente. Elle nous a permis de mieux connaître l'importance de l'outil informatique qui est vraiment indispensable pour les documentalistes que nous sommes. Nous remercions sincèrement les organisateurs"

Racine Kane Isra/Unival

"On a beaucoup appris lors de cette formation. C'est une belle expérience de créer son site et d'y mettre un contenu. Il nous reste maintenant à relever le défi de créer des sites et surtout les animer et y mettre le contenu pertinent. Le reste, c'est qu'on puisse garder le contact et cela peut avoir des opportunités au plan professionnel"

RESULTATS DE PRÉSÉLECTION DU 1^{ER} APPEL A PROPOSITIONS PPAAO/WAAPP PHASE II : 2013 – 2017

Le Fonds National de Recherches Agricoles et Agro-alimentaires a pour but de financer des activités de recherches agricoles et agro-alimentaires considérées comme prioritaires par l'Etat, le Système National de Recherches Agro-Sylvo-Pastorales (SNRAS), les partenaires au développement et les utilisateurs des résultats de la recherche. C'est dans ce cadre que le FNRAA a été désigné comme Agence d'Exécution (AE) pour assurer la gestion du guichet national de fonds compétitifs du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP -2A – Sénégal) financé par l'Etat du Sénégal et la Banque Mondiale.

Un appel à propositions a été lancé à cet effet, les :

- 11 Mars 2013 pour la Diffusion à Grande Echelle (DGE)
 - 23 Mars 2013 pour la Production de Semences Certifiées (PSC)
 - 25 Mars 2013 pour la Recherche Développement (RD) et la Recherche Adaptative (RA)
- en direction de l'ensemble des équipes pour la soumission spontanée de projets.
A la clôture de l'appel,

Le 26 Avril 2013 pour ce qui concerne la Diffusion à Grande Echelle (DGE) et la Production de Semences Certifiées (PSC), cinquante deux (52) soumissions DGE et dix neuf (19) soumissions PSC ont été réceptionnées par la Direction Générale.

Le 03 Mai 2013 vingt trois (23) soumissions RA/RD ont aussi été réceptionnées.

Le Comité de Pilotage du SNRAS et de Gestion du FNRAA, sur la base des recommandations du Comité Scientifique et Technique (CST), et après délibération lors de sa session du 30 Mai 2013 a décidé de retenir :

- Quinze (15) projets DGE
- Neuf (09) projets PSC et,
- Six (06) projets RA/RD

Toutefois, la plupart de ces projets devront être fusionnés pour permettre la mise en place de COALITION d'ACTEURS susceptibles de prendre en charge les exigences de la diffusion à grande échelle et à la production de semences certifiées.

GUICHET 3 : DIFFUSION A GRANDE ECHELLE DES TECHNOLOGIES (DGE)

N°D'ORDRE	TITRE DE LA PROPOSITION	INSTITUTION DU PROPOSANT PRINCIPAL	PARTENAIRES
004	Extension de la diffusion de la technologie de complémentation par les blocs MELASSE UREE au niveau de quatre zones AGRO ECOLOGIQUES DU SENEGAL pour contribuer à améliorer les productions en lait et en viande en saison sèche 04/1 DGE/ WAAPP2/FNRAA	ISRA	ANCAR CIMEL SREL APESS PAFC
005	« Diffusion de l'incorporation de céréales locales (mil, maïs, sorgho) dans la panification et les viennoiseries 05/1 DGE/ WAAPP2/FNRAA	ASPRODEB	NEANT
006	Diffusion de diffusion à grande échelle de Gestion Durable des Terres 06/1 DGE/ WAAPP2/FNRAA	ASPRODEB	ANCAR
007	Diffusion de techniques et technologies pour une aviculture familiale améliorée dans les exploitations familiales des ententes des Groupements associés du Sénégal. 07/1 DGE/ WAAPP2/FNRAA	SAPCA-EGAS	ISRA
008	Transfert d'un paquet de technologies intégrées (alimentation habitat et races améliorées, mesures prophylactiques) pour l'amélioration de l'aviculture villageoise dans le bassin arachidier 08/1 DGE/ WAAPP2/FNRAA	ISRA	SAPCA-GAS DINFEL
009	Professionnalisation de la distribution des blocs multi nutritionnels du GIE Walo Aliment et Elargissement de la diffusion du traitement de la paille à l'urée dans les fermes agropastorales du Delta du Sénégal pour améliorer la production laitière 09/1 DGE/ WAAPP2/FNRAA	ISRA	SDEL DAGANA GIE WALO ALIMENT
011	Mise en œuvre d'une approche pour l'adoption pérenne de technologies vulgarisées dans le cadre de l'aviculture villageoise 11/1 DGE/ WAAPP2/FNRAA	ISRA	CNAG APESS
023	Projet de diffusion à grande échelle au Sénégal de bonnes pratiques et d'innovations techniques de traitement d'huile artisanale d'arachide» DG ANCAR 023/1 DGE/ WAAPP2/FNRAA	ANCAR	ITA
029	Projet de diffusion à grande échelle d'un paquet de technologies pour améliorer la productivité chez la volaille locale dans la zone sylvopastorale » Louga 029/1 DGE/ WAAPP2/FNRAA	ANCAR	NEANT
041	« Diffusion à grande échelle de variétés performantes pour améliorer la productivité du mil et du sorgho au Sénégal Oriental et en Haute Casamance » 041/1 DGE/ WAAPP2/FNR	ANCAR	CNCR
042	« Diffusion à grande échelle d'un modèle de technologies d'amélioration de la productivité et la commercialisation de maïs de qualité dans la zone du Sénégal Oriental et en Haute Casamance 042/1 DGE/ WAAPP2/FNR	ANCAR	INP CRCR
044	« Projet de diffusion des bonnes pratiques de production et de commercialisation du mil de qualité dans la zone du bassin arachidier Nord » Diourbel 044/1 DGE/ WAAPP2/FNR	ANCAR	NEANT
047	Diffusion à grande échelle des nouvelles variétés de mil et de sorgho dans le bassin arachidier » Kaolack 047/1 DGE/ WAAPP2/FNR	ANCAR	ISRA/CNRA/BAMBEY RESOPP
048	Diffusion à grande échelle d'un modèle de paquet de technologies d'amélioration de la production et de la commercialisation de mil de qualité dans le bassin arachidier » Kaolack 048/1 DGE/ WAAPP2/FNRAA	ANCAR	-
052	« Projet de diffusion à grande échelle de technologies de lutte contre la mouche des mangues dans les régions de Thiès et Dakar » 052/1 DGE/ WAAPP2/FNRAA	ANCAR	CNDH

GUICHET 4 : PRODUCTION DE SEMENCES CERTIFIEES

N°D'ORDRE	TITRE DE LA PROPOSITION	INSTITUTION DU PROPOSANT PRINCIPAL	PARTENAIRES
00	« PTBA 2013 Programme de production de semences de niveau pré base Maïs, Mil, Sorgho, Arachide et Niébé » (Campagne agricole 2013) 00/1 PC/SE- WAAPP2/FNRAA	ISRA	
001	Production de semences de niébé dans le nord du bassin arachidier 01/1 SE/ WAAPP2/FNRAA	Réseau des Organisations Paysannes et Pastorales (RESOPP)	ISRA
002	Production de semences de céréales sèches : mil, sorgho et maïs dans le bassin arachidier et en Casamance 02/1 SE/ WAAPP2/FNRAA	Réseau des Organisations Paysannes et Pastorales (RESOPP)	ISRA
004	Projet de Production de semences certifiées céréales & légumeuses 04 /1 SE/ WAAPP2/FNRAA	ASPRODEB	CCPA - FONGS - RNCPS SAPCA-EGAS - UNCAS
012	« Reconstitution du capital semencier de maïs par la production intensive de semences certifiées et la promotion d'un modèle de gestion communautaire de semences dans la zone Sénégal Oriental, Haute et moyenne Casamance 12/1 SE/ WAAPP2/FNRAA	ANCAR	DRDR DISEM
013	Projet d'appui à la multiplication de semences certifiées de maïs en Basse et Moyenne Casamance 13/1 SE/ WAAPP2/FNRAA	ANCAR	ISRA DRDR/DISEM CRCC
014	Projet d'appui à la production et la gestion communautaire de semences certifiées de mil et sorgho en Basse et Moyenne Casamance 14 /1 SE/ WAAPP2/FNRAA	ANCAR	ISRA DRDR/DISEM CRCC
016	Production communautaire de semences certifiées de céréales sèches dans le Bassin arachidier Sud» Kaolack 16/1 SE/ WAAPP2/FNRAA	ANCAR	NEANT
017	Production communautaire de semences de sorgho,de maïs et d'arachide en système irrigué dans la vallée du fleuve Sénégal» St louis 17/1 SE/ WAAPP2/FNRAA	ANCAR	ISRA/CNRA SDDR PODOR CLCOP

GUICHET 2 : RECHERCHE- DEVELOPPEMENT(RD) ET RECHERCHE ADAPTATIVE (RA)

N°D'ORDRE	TITRE DE LA PROPOSITION	INSTITUTION DU PROPOSANT PRINCIPAL	PARTENAIRES
001	Développement d'un vaccin oral contre la variole en aviculture villageoise au Sénégal 01 /1 RA-RD/ WAAPP2/FNRAA	ISRA	DSV de l'Elevage
006	« Evaluation et démonstration de nouvelles variétés d'arachide pour l'amélioration de la productivité de l'arachide au Sénégal 06/1 RA-RD/ WAAPP2/FNRAA	ISRA	ASPRODEB
007	Evaluation de 3 variétés de maïs (EVDI, POP 66 et OBASUP II) dans les régions naturelles du Sine Saloum , du Sénégal oriental et de la Casamance continentale) en vue de leur homologation» 07/1 RA-RD/ WAAPP2/FNRAA	SODEFITEX	ISRA
013	Evaluation de huit variétés de riz tolérantes au froid en irrigué dans la vallée du fleuve Sénégal 13/1 RA-RD/ WAAPP2/FNRAA	ISRA	SAED UNIS FAVATA
018	Tests de validation des technologies pour une amélioration du cycle de production d'Adansonia digitata L.(Baobab) dans les régions de Kolda et de Sédiou» 18/1 RA-RD/ WAAPP2/FNRAA	ISRA	DEFCCF ANCAR Université ZIG
020	La mise en œuvre des bonnes pratiques phytosanitaires pour une meilleure gestion de la sécurité environnementale et de la qualité sanitaire (résidus de pesticides) du chou, de la tomate et de l'aubergine amère de la zone des Niayes 20/1 RA-RD/ WAAPP2/FNRAA	Fondation CERES-Locustox	DPV

La sélection définitive se fera après la prise en compte intégrale de toutes les observations formulées dans le rapport d'évaluation qui seront envoyées sous pli confidentiel aux équipes soumissionnaires

Les équipes dont les projets n'ont pas été retenus recevront également le rapport d'évaluation concernant leurs propositions sous pli confidentiel.

Le FNRAA encourage les équipes à participer aux prochains appels à propositions.

Le Directeur Général
Dr Pape Ndiengou SALL

Abdoul Mbaye annonce une subvention progressive des semences certifiées



(APS) - La subvention de la semence certifiée se poursuivra progressivement d'ici à 2015, au détriment de la semence dite écrémée, en vue de reconstituer le capital semencier et d'accroître la production agricole, a annoncé vendredi le Premier ministre Abdoul Mbaye.

"Il est indispensable de s'engager dans un processus permettant dans un nombre d'années réduit de mettre les bouchées doubles pour accroître la production agricole. Le gouvernement s'est fixé pour objectif de subventionner progressivement la semence certifiée au profit des populations d'ici à 2015", a-t-il dit.

M. Mbaye qui s'exprimait au sortir d'un conseil interministériel sur la reconstruction du capital semencier. Il a souligné qu'une politique idoine sera mise en place pour relever les rendements de la production agricole et de la qualité des semences. "Il est nécessaire de prendre des décisions qui valent rupture. Les graines écrémées disponibles cette année ne sont pas rentables à l'agriculture sénégalaise", a-t-il estimé, soulignant que 8 milliards de F cfa seront injectés dans les semences cette année.

Le chef du gouvernement a indiqué que l'agriculture devait participer à la croissance de l'économie du pays. Pour y arriver, l'arachide

qui occupe la plus grande place a besoin de semences de qualité. Il a également assuré que l'État va donner de l'efficacité et de l'efficience à la dépense publique destinée à l'agriculture. "L'effort de la subvention sera fait au profit de la graine de qualité en vue de permettre aux cultivateurs d'étendre leur production", a-t-il dit.

Abdoul Mbaye a en outre rappelé les contreperformances de la campagne agricole de 2012. "Le niveau de la production agricole est inférieur à 700.000 tonnes en 2012 alors que depuis 2000, l'État ne met pas moins de 400 milliards de Francs cfa dans l'agriculture dont 200 milliards sont consacrés à l'arachide", a-t-il déploré.

Compte tenu de tous ces paramètres, a-t-il poursuivi, un groupe de travail composé d'instituts de recherche, de partenaires techniques et financiers entre autres sera mis en place pour voir comment renforcer l'Institut sénégalais de recherche agricole (ISRA).

Le gouvernement a également prévu, selon Abdoul Mbaye, d'élargir la production de la semence d'arachide dite «après-base».

Aussi a-t-il annoncé la contractualisation entre l'État et les producteurs semenciers agréés pour la distribution des semences. S'y ajoute la mise en place d'une industrie de semences.

CAMPAGNE AGRICOLE 2013/14

Intrants agricoles subventionnés

(Jade/Syfia) - Dans le cadre de la campagne agricole 2013/14, le ministère de l'Agriculture et de l'équipement rural (Maer), Abdoulaye Baldé a publié, début mai, une circulaire fixant les prix de cession des intrants agricoles subventionnés. "L'État continue dans sa volonté de faciliter l'accès des intrants aux producteurs malgré un bon hivernage l'année dernière, en mettant à leurs dispositions des semences d'arachide et autres espèces", lit on dans la circulaire adressée aux gouverneurs de régions, opérateurs semenciers, Directions régionales de développement rural (Drdr), directeurs généraux de structures sous tutelle, etc. Selon le document, les opérations de cession

s'effectueront sous la supervision des commissions locales de supervision, de contrôle et de distribution des intrants et matériels agricoles qui sont créées par les autorités administratives.

Agri Infos vous livre ci-dessous les prix de cession.

Spécifications	Prix Fournisseurs (F cfa/Kg)	Prix de cession aux producteurs (F cfa/Kg)	Subvention Etat (F cfa/Kg)	Niveau de la subvention (%)
Arachide en coque (sauf 55 437)	300	200	100	33,3%
Arachide décortiquée (55 437 uniquement)	640	440	200	31,30%
Maïs certifié local	400	150	250	62,50%
Maïs hybrides	2850	850	2000	70,20%
Mil local certifié	500	150	350	70,00%
Sorgho local certifié	400	150	250	62,50%
Sorgho hybride	2350	750	1600	68,10%
Niébé écrémé	700	200	500	71,40%
Niébé certifié	725	225	500	60,00%
Riz pluvial certifié	475	150	375	78,90%
Sésame	600	200	400	66,70%
Fonio	600	150	450	75,00%

ENTRETIEN AVEC ...

...MME SENGHOR KADY TOURÉ

A Afroeats ça sent le pain de fonio

A l'occasion du Festival international des produits locaux et de la cuisine africaine (Afroeats) tenu au mois de mai dernier à Dakar, le pain de fonio avait ravi la vedette à de nombreux autres produits africains et les visiteurs se l'arrachaient sans retenu. Agri Infos a rencontré madame Kady Touré Senghor la promotrice en même temps propriétaire d'une boulangerie à Dakar.



Pouvez-vous vous présenter madame ?

Kady Touré Senghor : "Je suis madame Senghor Kady Touré, je suis à Dakar depuis bientôt deux ans. Je suis la propriétaire de la boulangerie "Le Pétrin" et je travaille sur la promotion des produits locaux. Je fais de la pâtisserie avec les céréales : mil, maïs, surtout le fonio parce que j'aime beaucoup cette céréale."

Le pain fonio a été l'attraction des visiteurs. Comment vous êtes venue l'idée ?

"Le fonio est à la base de mon alimentation. Pour ce forum Afroeats, j'ai pensé présenter au public le pain fonio. Comme je tiens une boulangerie à Dakar je n'ai pas hésité à le présenter au public qui l'a beaucoup apprécié. Beaucoup de gens n'ont jamais goûté ce pain fonio dans lequel j'utilise 70% de fonio et 30% de farine de blé. Je vends la baguette de 250 g à 300 F cfa. A la boulangerie, les consommateurs étaient réticents au début quand on leur ce pain pour la première fois.

Vu l'attraction dans mon stand, le stock est très rapidement épuisé. Pour un début, je suis satisfaite. Je suis venue avec ma famille et tout se passe très bien. Je suis ravie et touchée de constater que le public sénégalais aime et consomme les produits locaux. J'ai aussi des céréales transformées comme le mil, le sorgho et autres. Elles sont bien présentées et bien faites. A côté du pain fonio, on a des cakes au mil à l'orange, des gâteaux à base de produits locaux.

Parfois, les consommateurs sont très réticents quand on présente ces produits à la boulangerie. A Afroeats par contre, ils ont vu, ils ont humé flairé et goûté. Ils ont apprécié. Ils ont été réceptifs et m'ont beaucoup encouragé même. Nous avons voulu leur montrer qu'avec les céréales locales on peut faire du pain. Il suffit d'être créatif. Pour mon cas, j'ai été formée en boulangerie sur le tas en France. C'était dans une boulangerie à Paris Levallois où la spécialité était le pain artisanal. C'est là où je me suis forgée pour devenir aujourd'hui une boulangère qui fabrique du pain à base de fonio. Aussi, je peux dire que j'ai hérité ce métier de mes parents. En effet, mon père était l'un des premiers boulangers à Saint Louis. Mon grand-père fut aussi un grand boulangier en Côte d'Ivoire."

Quels sont les autres plats traditionnels que tu peux préparer avec le fonio ?

"Au-delà de la pâtisserie, on fait des plats traditionnels avec le fonio. Chez nous les Mandingues, on fait du fonio à base de Soumbara accompagné de la viande hachée ou du poisson fumé. Il y'a, le Yassa, le fondé (bouillie de fonio), le couscous fonio, etc.. Il y'a également le poulet braisé au fonio qui peut remplacer l'Atiéké."

Quels sont les fournisseurs avec qui vous travaillez ?

"Mon fonio vient de la région de Kédougou. Leur produit est de très bonne qualité. J'achète auprès des productrices ou de leur représentant établis ici à Dakar. On me parle d'une grande productrice, la pionnière de la culture du fonio, madame Aya Ndiaye, malheureusement, je ne la connais pas. Mais je suis sûre d'une chose le fonio de Kédougou, y'a rien à tel. Il est de très bonne qualité. Le pain à base de fonio que je fabrique est aussi de qualité parce que la matière première l'est aussi. Ce ne sont pas des propos gratuits, parce que c'est une professionnelle de la pâtisserie qui parle."

PROPOS RECUEILLIS PAR MADIENG SECK